



**MINISTÈRE DU PLAN ET DE LA COORDINATION
DE L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT**

**DEUXIÈME RÉUNION DE COORDINATION DU CORRIDOR DE
LOBITO TABLE RONDE DE HAUT NIVEAU – LUSAKA,
RÉPUBLIQUE DE ZAMBIE**

*Première journée, Session 2 :
Mobilisation du secteur privé (15h-16h)*

Lusaka (Zambie) 5 et 6 octobre 2026

1. Accélérer les réformes pour améliorer le climat des affaires et attirer les investissements privés

La mobilisation des investissements privés dans le Corridor de Lobito dépendra également de la qualité de notre environnement des affaires, de la prévisibilité du cadre réglementaire et de la capacité de nos institutions à accompagner les investisseurs.

À cet effet, le Gouvernement de la RDC, sous la coordination du Ministère du Plan, a engagé plusieurs réformes structurantes.

Premièrement, la révision du Code des investissements est en cours. Les consultations avec le secteur privé, les organisations patronales, la société civile et le monde universitaire ont été réalisées dans les provinces. L'avant-projet du nouveau Code a été transmis à mon Cabinet. Il vise à moderniser le cadre juridique de l'investissement et à renforcer son attractivité.

Deuxièmement, nous avons engagé l'élaboration de la Politique nationale des investissements et de la Politique nationale du climat des affaires, dont les avant-projets sont en voie de finalisation. Ces instruments permettront de mieux orienter les investissements productifs, de soutenir la diversification économique et de renforcer la contribution du secteur privé à la création d'emplois.

Troisièmement, la révision du Code des investissements dont le processus de sa révision a été effectivement enclenché. Les consultations avec les différentes parties prenantes dont le secteur privé, les organisations patronales, la société civile, le monde universitaire, ont été réalisées à travers les provinces de la République. Le consultant recruté à cet effet a finalisé et délivré l'avant-projet du nouveau code des investissements.

Quatrièmement la mise en place d'un « guichet unique » permettant l'accomplissement, en un point centralisé, des procédures administratives, fiscales, douanières et réglementaires nécessaires et son opérationnalisation via l'ANAPI est très avancée. L'examen de son applicabilité sur le Corridor est en cours.

Cinquièmement, nous avons renforcé le suivi des réformes du climat des affaires à travers un mécanisme interministériel de suivi-évaluation, appuyé par un Tableau numérique de suivi-évaluation des réformes (TNSE), qui améliore la transparence, la traçabilité et la redevabilité des institutions concernées.

Par ailleurs, dans le cadre de la feuille de route Business Ready 2026, le rapport d'évaluation du 24 août 2026 fait état de 46 réformes et 92 actions réalisées, soit un taux de réalisation de 51 %.

Enfin, la promotion des investissements commence à enregistrer des résultats encourageants. Entre janvier et juillet 2026, 58 projets ont été agréés, représentant un volume global d'investissements projetés de 10,788 milliards de dollars et 13 457 emplois attendus. Ces résultats témoignent de l'intérêt

des investisseurs et de l'importance de poursuivre les efforts de facilitation et d'accompagnement. Nous entendons capitaliser sur ces réformes pour faire du Corridor de Lobito un espace offrant aux investisseurs un cadre plus lisible, prévisible et propice aux partenariats public-privé, aux investissements directs et au développement des entreprises locales.

Éléments d'enrichissement pour le bilatéral :

2. Faire du Corridor de Lobito un instrument de développement territorial intégré

La vision de la RDC est de faire en sorte que les territoires traversés par le Corridor, ainsi que leurs zones d'influence économique, puissent bénéficier pleinement des opportunités qu'il offre.

À cet effet, nous travaillons à la consolidation du Plan directeur de développement intégré du Corridor de Lobito (PDDI-CLC), en cohérence avec les instruments nationaux de planification, notamment le Plan national stratégique de développement (PNSD), ainsi qu'avec les programmes provinciaux et locaux de développement.

Cette approche vise à articuler les infrastructures ferroviaires avec les routes de raccordement, les plateformes logistiques, l'énergie, le numérique et les investissements dans l'agriculture, l'agro-industrie et l'industrie.

Nous accordons également une attention particulière à l'articulation du Corridor avec le Programme de développement local des 145 Territoires (PDL-145T), notamment pour renforcer les routes agricoles, les infrastructures économiques locales et les chaînes de valeur dans les territoires concernés.

L'objectif est de connecter les bassins de production aux marchés nationaux et régionaux, tout en favorisant la transformation locale et la diversification des économies territoriales.

3. Accélérer la préparation des projets et la mobilisation des investissements

La concrétisation de cette vision nécessite de disposer d'un portefeuille cohérent de projets prioritaires, techniquement préparés, économiquement viables et susceptibles de mobiliser des financements publics et privés.

À cet égard, nous saluons l'appui de la Banque mondiale à la préparation des projets, notamment à travers les ressources mobilisées dans le cadre du Programme d'Appui à la Connectivité et au Transport (PACT).

Compte tenu de l'ampleur des investissements complémentaires requis pour le développement intégré du Corridor de Lobito, nous proposons d'examiner la mise en place d'une facilité renforcée de préparation des projets, permettant de financer les études de faisabilité, les études techniques, les évaluations environnementales et sociales, ainsi que la structuration financière et juridique des projets.

Nous souhaitons notamment que soit examinée la possibilité de mobiliser des ressources additionnelles, y compris, le cas échéant, une partie des financements susceptibles d'être réaffectés dans le contexte de l'évolution du financement des infrastructures ferroviaires.

Cette démarche devrait permettre de constituer, au cours des 24 prochains mois, un portefeuille de projets bancables dans les secteurs des infrastructures, de la logistique, de l'énergie, du numérique, de l'agriculture et de l'industrie, en vue d'attirer davantage de capitaux privés et de financements des partenaires au développement.

4. Nos attentes pour la suite

Dans le cadre de cette réunion, nous souhaitons que nos échanges permettent de progresser sur trois chantiers prioritaires :

1. La coordination de la planification intégrée, à travers la consolidation du Plan directeur de développement du Corridor et la définition de ses zones d'influence économique ;
2. Le renforcement de la préparation des projets, par la mise en place d'un mécanisme de financement adapté, permettant de transformer les priorités identifiées en projets bancables ;
3. L'accélération des réformes et la facilitation des investissements privés, en veillant à une meilleure coordination des interventions des gouvernements, des partenaires au développement et du secteur privé.

Le Ministère du Plan est disposé à assurer sa part dans la coordination technique de la planification intégrée et de la programmation des investissements, en étroite collaboration avec le Ministère des Transports, qui a la charge de superviser le programme de développement du Corridor, les ministères sectoriels, les provinces, les pays partenaires et la Banque mondiale.

Le Corridor de Lobito doit être bien plus qu'une infrastructure de transit. Il doit devenir un levier de transformation économique, d'intégration régionale et de développement équilibré des territoires.

La RDC réaffirme sa volonté de travailler avec l'Angola, la Zambie, la Banque mondiale, les autres partenaires au développement et le secteur privé pour concrétiser cette ambition.

Notre priorité est désormais de transformer la planification en projets, les projets en investissements et les investissements en emplois, en valeur ajoutée et en prospérité pour nos populations.